

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Sénat recommande à nouveau des moyens pour la DGCCRF !

Solidaires CCRF & SCL, 1^{er} syndicat à la Direction Générale de la Concurrence et de la Répression des Fraudes (DGCCRF), a pris connaissance des conclusions du [contrôle budgétaire relatif à la DGCCRF présentées ce mercredi 28 septembre 2022](#) par les rapporteurs spéciaux des crédits de la mission « Économie », Thierry Cozic et Frédérique Espagnac.

Quelques mois après la sortie du [rapport d'information de la Commission des Affaires Economiques du Sénat intitulé « Information du consommateur : privilégier la qualité à la profusion »](#) demandant plus de moyens humains et juridiques pour la DGCCRF, la mission « Economie » du Sénat souligne la dichotomie qui consiste à attendre beaucoup d'une administration affaiblie et à laquelle on donne de moins en moins, et considère qu'il est aujourd'hui nécessaire de lui garantir des moyens humains suffisants, et de lui offrir de la stabilité.

Solidaires CCRF & SCL, qui avait été auditionné par la mission « Economie » du Sénat dans le cadre de ce contrôle budgétaire, ne se retrouve que partiellement dans les conclusions de la mission sénatoriale.

Nécessité de renforcer les effectifs

Solidaires CCRF & SCL partage la nécessité de renforcer les effectifs dans une administration qui a perdu près de 1000 agent-es en 15 ans. Si la DGCCRF se voit dotée dans le projet de budget 2023 de 84 Equivalents Temps Plein Travillés (ETPT) supplémentaires... 60 seront transférés au ministère de l'agriculture avec les missions historiques de sécurité sanitaire des aliments... Une mission qui continuera d'être assurée par les collègues CCRF en 2023 ! Ce qui fait 24 ETPT recréés en vue des JO 2024 et des contrôles d'accessibilité des biens et services pour les personnes porteuses de handicap. Autant dire que la pérennité de ces effectifs supplémentaires n'est pas totalement garantie...

7 agents minimum par direction

Dans les petites structures, la mission propose de prévoir un effectif socle par département de 7 ETPT, ce qui est loin d'être le cas partout aujourd'hui. Pourtant, les orientations de la DGCCRF tendent plus à concentrer les effectifs et à « mutualiser » les contrôles entre départements sous-dotés plutôt qu'à les renforcer.

Le SCL au cœur des analyses

Autre point d'accord, le Sénat demande que les laboratoires de Bercy continuent d'assurer les analyses sanitaires des denrées qui vont être transférées de la DGCCRF à la DGAL. Le gouvernement a bien prévu de maintenir ces analyses... pour 2 ans seulement. Pour Solidaires, ce maintien doit être pérennisé !

Une organisation désorganisée

A contrario, la mission sénatoriale se satisfait d'une organisation administrative dont elle reconnaît qu'elle a nuï aux conditions de travail des personnels ! Certes, il est important de donner de la stabilité à une administration ballotée par les réformes territoriales de l'Etat, mais pour Solidaires il n'est pas interdit de réformer en mieux, et de sortir la DGCCRF d'une tutelle préfectorale qui a dégradé et l'exercice des missions et les conditions de travail des collègues.

Enfin, se satisfaire d'un transfert vers l'Agriculture de missions qui avaient en leur temps justifié la création de la Répression des Fraudes, au nom d'un recentrage sur le cœur de métier, c'est avoir une vision bien étriquée de la fraude, et nier les liens entre les contrôles de terrain exercés dans le cadre des missions transférées et la recherche de fraudes.

Le cœur du sujet est dans cet entre-deux, ce « en même temps » : Solidaires CCRF & SCL ne peut se satisfaire de demander des moyens supplémentaires tout en acceptant de facto une organisation territoriale néfaste et un départ de missions fondamentales. La conséquence, sur le terrain, c'est la dégradation des conditions de travail et d'exercice des missions, et la multiplication des coups de communication au détriment d'un travail de fond... là où se niche, justement, la recherche des fraudes !